



L'équipe d'*Histoire et Sociétés* au Rendez-vous de l'histoire à Blois, octobre 2004, 2 ans après le lancement du premier numéro.

Dossier [page 6]

Travail [page 93]

Retour sur la question salariale :
actualité d'un vieux problème
par Thierry Pillon et François Vatin



Biographie & groupe social [page 107]

Banquiers de la Belle Époque
par Chantal Ronzon-Bélot



Image [page 122]

Le dessin d'humour pendant
la Première Guerre mondiale
par Pierre Purseigle





Voilà bientôt deux ans que l'équipe qui anime la revue – plus réduite chaque année – essaye de trouver une solution à l'impasse dans laquelle son aventure s'enlisait.

Reconnue (y compris récemment dans le classement contesté de l'ARES'), appréciée, *Histoire & Sociétés* ne reposait plus sur l'activisme d'un collectif large et dynamique comme par le passé.

La revue survivait en fait grâce au surinvestissement de quelques uns. Il était plus qu'urgent de refonder son projet.

Les pistes envisagées au cours de cette période – principalement le couplage de la revue avec la création d'une Fédération internationale de revues d'histoire sociale et de sciences sociales pour promouvoir l'édition

On ne développe pas ce qu'on ne contrôle pas !

scientifique en ligne – séduisirent certains de nos partenaires (la MGEN notamment était disposée à renouveler sa confiance).

Toutefois, nous n'avons pas réussi à créer la même synergie qu'autour du projet d'origine.

En dehors des différentes raisons invoquées dans l'article publié dans

le cadre de cette rubrique cherchant à expliquer la fragilisation progressive (à partir de 2005) de notre aventure, nous devons bien convenir que nous nous sommes également heurtés à une logique que mutualité, entreprise de presse et université ont finalement en commun : « On ne développe que ce qu'on contrôle » !

Nous en étions d'ailleurs arrivé à proposer le titre – propriété de l'association Groupe d'histoire sociale – à notre éditeur. Mais ce dernier n'était guère disponible pour son développement alors même qu'il rencontrait des difficultés avec *Alternatives internationales* lancé en même temps qu'*Histoire & Sociétés*.

Nous avons fait la proposition au Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (Paris I) de reprendre à son compte la revue, en l'animent avec ses équipes, proposition que sa directrice a décliné.

Nous avons sans doute été trop sourcilleux sur notre indépendance et pas assez autonomes à la fois pour pouvoir rebondir... immédiatement.

1 L'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur a produit son propre classement largement inspiré par celui de la Fondation européenne pour la science (<http://www.aeres-evaluation.fr/La-liste-des-revues-scientifiques/> <http://www.appelrevues.org>). On pourra lire sur les sites suivants les réflexions et réactions argumentées contre ce (ces) classement(s) voire leur principe même : <http://www.sauvons-luniversite.com/> et <http://evaluation.hypotheses.org/>

Pour le retrait complet et définitif de la « liste des revues » de l'AERES (extraits)

Face au recours croissant à des évaluations quantitatives de la recherche scientifique, les réactions se multiplient...

En France, l'AERES a publié une « liste des revues scientifiques du domaine des sciences humaines et sociale », classées en rang A, B et C... Au-delà des incohérences, absurdités, oublis ou injustices dont témoignent ces listes, c'est d'abord la méthode employée qui choque. Selon les disciplines, les critères retenus ne sont pas homogènes...

L'usage qui sera fait de ce classement paraît plus inquiétant encore puisqu'il doit servir à discriminer les chercheurs « publiants » ou « non-publiants » dans une équipe de recherche, de manière à décider du financement de ces équipes. L'évaluation de la recherche est une opération scientifique essentielle, mais elle appartient en propre aux chercheurs ; elle ne peut être automatisée ni s'effectuer sans en passer par une lecture effective et éclairée des travaux concernés. Le classement proposé par l'AERES se veut incitatif ; si les chercheurs devaient suivre de telles recommandations, on peut en escompter des effets désastreux pour les revues que ces classements marginalisent. L'ensemble de la recherche en souffrirait rapidement.

Par une décision récente, en littérature française et en littérature comparée, l'AERES a renoncé à établir dans l'immédiat une liste de revues classées. Nous demandons à l'AERES d'étendre cette décision à toutes les disciplines et que ce moratoire se transforme en abandon pur et simple...

Signez la pétition sur le site :

<http://www.appelrevues.org>